

CoopCycle, le projet coopératif qui roule social

Depuis un an, l'actualité a régulièrement mis en lumière les premiers effets déstructurants pour le travail salarié de l'*ubérisation* de la société : hier les taxis, aujourd'hui les livreurs à vélo...

Et demain sans doute d'autres pans de l'économie réelle vont être confrontés au tech-libéralisme, nouvel avatar du capitalisme prédateur (pardon du pléonasme). Confrontés de plein fouet à cette problématique, les membres de l'association CoopCycle ont élaboré une réponse originale et peut-être prometteuse : une structure coopérative et un outil crucial en cours de développement, une plateforme numérique.

Les militants de cette opération sont engagés dans une lutte pour un autre rapport à leur propre travail : il s'agit de « rééquilibrer les forces » dans un contexte où jusqu'alors, une poignée d'entreprises imposaient leurs conditions léonines.

Ils inscrivent également leur combat dans une continuité entre les coopératives éthiques-équitables et les biens communs où ils veulent verser leur code.

Bien sûr les libristes seront surpris et probablement critiques sur la licence particulière choisie pour des raisons qui laissent perplexes. Mais c'est l'occasion aussi pour nos lecteurs de suggérer avec bienveillance et bien sûr de contribuer au code, pour qu'aboutisse et se développe cette courageuse et fort intéressante démarche.

Aider cette association à affiner les outils numériques qui rendent plus libres et modifient les rapports sociaux, c'est tout à fait dans la logique de Contributopia.

Comme l'écrivait récemment un certain Bram dans une suite de messages rageurs sur son compte Mastodon :

La techno ça sert à rien si ça change pas la vie des gens.

Voici les prénoms des CoopCycle qui nous ont répondu : Alexandre, Aurélien, Aloïs, Antoine, Basile, Jérôme, Kevin, Laury-Anne, Liova, Lison, Paul, Pauline, Vincent.



Logo de
CoopCycle

D'habitude on demande à nos interviewés de se présenter mais je vois bien que vous avez depuis quelques mois une sacrée visibilité médiatique et c'est tant mieux...

Coopcycle - L'explosion médiatique est détaillée sur notre blog Médiapart en toute transparence. Effectivement, ça a explosé au mois d'août en parallèle des rassemblements de livreurs suite au changement de tarification de Deliveroo. Non seulement les journaux ont beaucoup parlé de ces « cyber-grèves » (des travailleurs numériques qui appellent à la déconnexion, ou qui vont empêcher l'utilisation d'un iPad dans un restaurant, c'est original), mais en plus tous étaient unanimes pour condamner le modèle des plateformes.

Tout le monde a entendu parler de votre initiative et s'y intéresse, pourquoi à votre avis ?



Photo par Shopblocks (CC-BY 2.0)

- L'intérêt pour notre initiative vient à notre avis de l'attente qui existait face à un manque d'alternatives permettant de lutter contre une *ubérisation* de la société parfois perçue comme une fatalité. Le modèle qui se généralise, c'est l'individu auto-entrepreneur dans la « gig economy », l'économie des petits boulots. Face à des plateformes dotées de très gros moyens, tout le monde est un peu les bras ballants, les pouvoirs publics en tête, qui ont même tendance à encourager, « sécuriser » le modèle des plateformes : en penchant pour une jurisprudence qui empêche la requalification des contrats précaires en contrats salariés, en encourageant la délégation de service public, ou en réduisant les normes sur les activités classiques pour leur permettre de faire face à la concurrence à moindre

coût des plateformes...



Photo par M^osieur J. (CC BY-SA 2.0)

En somme, les pouvoirs publics semblent *accompagner l'ubérisation* (comme le développe le Conseil d'État au sein de ce document), et accepter le *dumping* et la casse sociale que ces modèles impliquent, tandis que les livreurs, les restaurateurs et les clients se débrouillent avec une évolution qui semble être un fait accompli.

De plus en plus de monde prend conscience que c'est l'ensemble des régimes de protection sociale qui sont menacés, et personne ne savait comment faire pour répondre à ces problématiques.

Notre initiative cristallise donc beaucoup d'espoirs car c'est une proposition positive, mais qui soulève des problématiques structurelles et interroge la possibilité d'une économie des Communs. En tout cas, ce n'est pas une énième réaction de critique passive à une logique que l'on ne serait pas en position de ralentir ou contrecarrer aujourd'hui. Nous pensons qu'une alternative est possible, et nous allons plus loin en concrétisant nos idées. Dans le débat tel qu'il existe aujourd'hui, c'est déjà une perspective séduisante.

À cause de Nuit Debout ? C'est là que tout a commencé ? À cause des conflits sociaux autour de Deliveroo et autres starteupes qui font tourner les jambes des livreurs pour des rémunérations de misère ?

- Ce n'est pas « à cause de Nuit Debout », c'est plutôt « grâce à Nuit Debout » ! Selon nous, c'est plus la possibilité d'une alternative qui intéresse les gens. Le fait que le projet « vienne de » Nuit Debout, la plupart des gens ne le savent pas. Mais effectivement ce projet n'existerait pas sans Nuit Debout. C'est un des rares événements politiques qui a eu lieu ces dernières années en France, et même si tout ça paraît déjà lointain, il a suscité une vague d'espoir.



Photo issue du site Alternative Libertaire

Ce qui nous a réunis sur la place de la République, c'est la lutte contre la loi El Khomri et la précarisation de nos conditions de travail. À partir de là, on se retrouve à participer aux manifestations, on rencontre le Collectif des Livreurs Autonomes de Paris alors que l'idée n'était encore qu'une idée... C'est ce qui a permis l'émergence de groupes de personnes engagées, militantes ou non, qui cherchent des solutions, mènent des campagnes, montent des projets ensemble. Et un de ces projets, c'est CoopCycle.

Elle est destinée à qui cette plateforme en cours de réalisation ? Aux livreurs à vélo, aux restaurateurs, aux consommateurs qui se font livrer ?

- La plateforme est destinée avant tout aux livreurs et aux commerçants, c'est un outil d'émancipation. Les collectivités territoriales ont également une place dans ce genre dispositif car cela leur permet de reprendre le contrôle sur l'espace public ainsi que sur les modes de vivre ensemble.

Mais au final, la plateforme en version « communs » est là pour servir à tout le monde, et pour outiller tout le monde. Quant aux clients finaux, nous sommes persuadés que beaucoup de consommateurs seraient prêts à payer un peu plus cher pour que les livreurs aient de bonnes conditions de travail.

Regardez l'engouement pour les Biocoop, regardez aussi la réussite d'Enercoop, qui fournit de l'énergie durable. À leurs débuts, ces derniers étaient 50 % plus chers que l'opérateur historique et pourtant, ils ont réussi à séduire des clients conscients, qui veulent consommer autrement.

Pour la livraison de repas à domicile, qu'on soit client ou restaurateur, on peut très bien vouloir consommer et commercer de façon éthique et équitable, mais si les seuls outils disponibles sont ceux des capitalistes, on se retrouve à consommer et travailler au profit du capitalisme, qu'on le veuille ou non.

CoopCycle est donc une initiative de reprise en main de la logique des plateformes afin de permettre un rééquilibrage du rapport de force en faveur des livreurs et des restaurateurs dans le secteur de la livraison.

C'est quoi cette licence bizarre que vous avez exhumée des tréfonds du web ? pourquoi celle-là plutôt que d'autres parmi les nombreuses licences libres ?

— La licence qui encadre l'application que nous développons restreint l'utilisation à des groupes de livreurs qui se lancent en coopérative ou respectent des critères de réciprocité. Le fait que dans ce cadre son utilisation serait gratuite fait que la marge qu'ils peuvent proposer aux restaurateurs peut être largement moindre que celle des plateformes capitalistes. Si les livreurs ne veulent pas adhérer à la SCIC nationale sur laquelle nous travaillons ils pourront également y avoir accès.

Néanmoins, cette licence n'est pas parfaite ! Premièrement car nous ne savons pas concrètement comment elle est reconnue et s'inscrit à l'échelle de la France ou plus largement à l'échelle européenne. Plus largement, le respect et la défense des licences est difficile à réellement mettre en œuvre dans le cadre de l'économie numérique. Comment pourrions-nous réellement prouver qu'une entité lucrative privée, fermée par nature, utilise des bouts d'un code développé par le travail Commun ? La problématique est la même dans le cadre d'une utilisation propriétaire du code source. Car une fois la captation identifiée, comment pourrions-nous financer les frais judiciaires qu'un procès impliquerait et qui resteraient à notre charge ?

Enfin ce type de licence ne permet pas l'élaboration d'une cotisation qui permettrait de rémunérer le travail à l'origine de ce Commun. Dès lors, aucun retour de la valeur économique produite ne pourrait être assuré aux contributeurs d'un commun dans la mesure où ce dernier n'a ni périmètre juridique clairement établi, ni force d'opposition face à un grand groupe. Le cadre légal doit être repensé et c'est toutes ces questions que nous souhaitons traiter au cours des conférences suivantes du cycle que nous avons lancé le 20 septembre.

Et au fait pourquoi *open source* et pas « libre » ?

Le code n'est pas libre car s'il l'était, n'importe qui pourrait se le réapproprier et l'utiliser pour faire du profit. Aujourd'hui dans le libre, c'est souvent la loi du plus fort qui l'emporte, avec toutes les conséquences que l'on connaît. Il faut donc une licence qui permet de protéger l'utilisation de ce code pour la réserver aux coopératives qui ne veulent pas exploiter les gens. Nous savons qu'il faut travailler sur cette histoire de licence et nous sommes en contact avec des avocats spécialisés sur le sujet. D'ailleurs, si vous en connaissez, on les accueille avec plaisir !



Dans ce monde, on est malheureusement toujours ramené au célèbre « *there is no alternative* » prononcé par Margaret Thatcher. Il faut être « pragmatique », à savoir accepter les règles du jeu capitaliste, pour que rien ne change.

Aujourd'hui, on voit des gens qui « travaillent » sur des alternatives à Uber, par exemple. Pour certains, le premier réflexe, c'est de vérifier que leur modèle peut avoir des retombées commerciales, qu'ils peuvent financer leur développement avant même d'avoir produit une seule ligne de code...

Ça n'est certainement pas notre approche. *You don't need to know how to do it, you just need to start* comme dirait l'autre sur un article Medium.

À l'heure où les plateformes représentent une source non négligeable d'emplois (précaires), l'*open source* offre une vraie possibilité d'implémenter enfin la

copropriété d'usage de l'outil de travail.

Mais il faut des règles pour garantir que l'essentiel de la valeur créée aille aux travailleurs, afin de poursuivre sur le chemin de l'émancipation. Sinon, ce seront forcément ceux qui auront les capitaux qui pourront enclencher les effets de réseau, tout ça en utilisant du « travail gratuit ».

Il est temps d'en finir avec le *solutionnisme technologique*, il faut ajouter une dimension sociale, sans quoi on retombe dans l'aliénation.

Votre projet n'est donc pas simplement de développer une plateforme informatique, aussi *open source* soit-elle, c'est aussi un tout autre modèle social, celui de la coopérative. C'est possible de nous expliquer ça simplement ?

Nous n'avons pas envie de créer une *startup* de l'économie sociale et solidaire. Ce qui nous intéresse, c'est justement le projet politique. Il existe aujourd'hui tout un archipel de sites et d'initiatives qui espèrent « changer le monde » et pourtant, rien de bouge vraiment au niveau macro-économique. Les structures qui permettent l'exploitation des travailleurs sont toujours bien en place. Nous aimerions « secouer le cocotier », et faire du lobbying citoyen pour essayer de modifier ces structures. Certes, nous n'avons pas encore une loi anti-ubérisation dans nos cartons, mais réunir des gens de différents milieux permet de faire réfléchir, de rassembler et à terme d'influencer le jeu politique.

Sur le choix de la coopérative, il s'est assez simplement imposé à nous. Nous sommes en passe d'avoir ce bel outil numérique mais sommes conscients que face aux géants de la *foodtech* et malgré la surmédiation ponctuelle, il ne suffira pas de dire « voici le moyen de vous réapproprier votre outil de travail, à vous de jouer ».

La question qui se pose à nous est celle de l'articulation entre une ressource que l'on gère comme un commun et un circuit économique composé de coopératives qui permettent une rémunération et des conditions de travail correctes pour ceux qui y travaillent. La forme coopérative nous semble la plus adaptée puisqu'elle permet des règles économiques et démocratiques plus équitables (statut salarié, intégration de l'ensemble des acquis sociaux y afférant, mutualisation des moyens comme des risques, une personne une voix, etc.).

Mais nous ne sommes pas dupes évidemment, le développement de ces modèles

« sociaux et solidaires » est un mouvement positif, témoignant d'une certaine prise de conscience nécessaire mais non suffisante. La création de structures privées socialisées dans un marché libéral combat le capitalisme sur ses terres mais n'emporte pas de sortie réelle de ce système. Pire encore, on peut également considérer que ce développement parallèle organise le désengagement de l'état in fine, puisque la mutualisation se réorganise à plus petite échelle.

C'est pour cela que nous tenons à agir sur les 3 plans :

- développer un outil *open source* et libre d'accès sous condition, pour créer l'outil de travail ;
- construire une structure coopérative nationale et des structures locales pour organiser les moyens du travail ;
- questionner les problématiques macro-économiques et structurelles qui se posent aux différentes étapes de notre construction à travers des cycles de conférences thématiques.



The image shows a Facebook interface. On the left is the profile of CoopCycle (@coopcycle) with its logo, which consists of a black gear inside a red circle. The main content is a post shared by CoopCycle, which is a post from La Vanguardia. The text of the shared post reads: "Des livreurs espagnols veulent monter leur propre plateforme 🇪🇸 Bien sûr, on va tout faire pour les rencontrer, et les aider en leur fournissant la technologie, c'est un peu pour ça qu'on est là. ¡Riders de todos los países, uníos!". Below this is a photo of a group of people, likely delivery workers, gathered around bicycles with blue delivery bags.

Si l'initiative de Coopcycle faisait tache d'huile ? Ici, solidarité avec les livreurs espagnols.

Bon alors où en est-il ce code *open source* de plateforme ? Vous êtes combien là-derrrière ? Vous auriez peut-être besoin d'un coup de main, de

patches, de bêta-testeurs, de pintes de bières, enfin tous les trucs qu'on s'échange dans le petit monde du logiciel libre. C'est le moment de lancer un appel à contributions hein...

Notre code est sur GitHub : <https://github.com/coopcycle>

Pour l'instant il y a 3 personnes qui ont contribué. Notre but est de construire une communauté autour du code, pour assurer la pérennité du projet notamment. On a posé les premiers jalons avec des règles de contribution et une installation en local facile (crash testée !). Nous avons reçu plusieurs propositions spontanées d'aide, mais cherchons encore à voir comment intégrer chacun suivant son temps disponible et ses langages de prédilection. De même nous devons établir une *roadmap* claire pour le projet. Tout cela explique que nous n'ayons pas encore fait d'appel à contribution.

En tout cas tous les repos ont des issues ouvertes, et n'attendent que vous ! Le feedback sur la démo (UI/UX ou bugs) est plus que bienvenu. Vous pouvez contacter l'équipe dev à dev@coopcycle.org.

Toutefois il ne faut pas résumer notre approche au groupe de développeurs, nous sommes une bonne quinzaine à travailler sur ce projet ; journalisme, portage politique, propagande, représentation, construction du modèle économique, lien avec les livreurs et les restaurateurs. Tous ces travaux sont complémentaires et nous essayons justement de ne pas tomber dans le solutionnisme de l'outil en assumant toutes ces tâches collectivement.

On vous laisse le mot de la fin, comme de coutume sur le Framablog !

Merci pour tous vos outils, c'est un plaisir de pouvoir bâtir son projet avec des logiciels libres ! En attente de Framameet pour nos apéros devs ☐



- Le site du projet : <https://coopcycle.org/fr/>

- Que veulent-ils : <https://coopcycle.org/fr/a-propos/>
- Le blog de CoopCycle : <https://blogs.mediapart.fr/coopcycle>
- Le dépôt GitHub : <https://github.com/coopcycle>